ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 26 juin 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les frais de fonctionnement des jurys de concours et d'épreuves de carrière", a donné le 6 juillet 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e juni 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de werkingskosten van de examencommissies voor vergelijkende- en loopbaanexamens", heeft de 6e juli 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet vise, à l'alinéa 2 de son préambule, l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, et le dispositif a été rédigé compte tenu des dispositions de cet arrêté, tant pour la terminologie que pour les règles relatives à la composition des jurys et à leur fonctionnement.

Or, le Conseil d'Etat a été saisi, à deux reprises, d'un projet d'arrêté royal relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat (avis L. 8602 du 27 janvier 1964 et avis L. 8898 du 22 juin 1964). L'arrêté royal du 20 janvier 1939 sera aux termes des articles 30 et 31 de ce projet, abrogé à la date du 1er août 1964. S'il est donné suite à ce projet, il y aura lieu de viser au préambule du présent projet l'arrêté royal relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat, au lieu de l'arrêté royal du 20 janvier 1939. Au surplus, il incombera au Gouvernement de veiller à la concordance entre le présent projet et le texte définitif de cet arrêté.

II. Le projet a été soumis à l'avis du comité de consultation syndicale des services du Premier Ministre alors que c'est le Comité général de consultation syndicale qui est compétent.

En effet, les assesseurs appelés à siéger au sein des jurys seront pour partie des agents de l'Etat appartenant aux divers Ministères. Sans doute, aux termes de l'article 28 du projet L. 8898, ces agents de l'Etat sont désignés comme assesseurs "par les autorités compétentes pour l'organisation des épreuves", et leur mission toute temporaire d'assesseur se distingue de leurs fonctions ordinaires. Il n'empêche que les

.../...

personnes dont il s'agit seront choisies comme assesseurs en raison de leur qualité d'agent de l'Etat et de leurs fonctions au sein des diverses administrations. Les mêmes considérations valent pour les chefs de services appelés à présider le jury d'une épreuve. D'ailleurs, il se peut que soient désignés comme secrétaires ou auxiliaires des jurys des agents de l'Etat n'appartenant pas aux services du Premier Ministre.

Ainsi, le projet est relatif au statut pécuniaire d'agents de l'Etat, et il intéressera le personnel de plusieurs Ministères. Par application de l'article 7, § 1er, de l'arrêté royal du 20 juin 1955, il doit donc être soumis au Comité général de consultation syndicale.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

I. Il conviendrait de faire mention au préambule des articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution ainsi que de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, à laquelle renvoie l'article 9 du projet.

II. Les considérants ne concernent que l'article 9 du projet; ils se bornent à annoncer les dispositions contenues dans cet article. Ils sont superflus et devraient être omis.

.../...

personnes dont il s'agit seront choisies comme assesseurs en raison de leur qualité d'agent de l'Etat et de leurs fonctions au sein des diverses administrations. Les mêmes considérations valent pour les chefs de services appelés à présider le jury d'une épreuve. D'ailleurs, il se peut que soient désignés comme secrétaires ou auxiliaires des jurys des agents de l'Etat n'appartenant pas aux services du Premier Ministre.

Ainsi, le projet est relatif au statut pécuniaire d'agents de l'Etat, et il intéressera le personnel de plusieurs Ministères. Par application de l'article 7, § 1er, de l'arrêté royal du 20 juin 1955, il doit donc être soumis au Comité général de consultation syndicale.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Préambule.

I. Il conviendrait de faire mention au préambule des articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution ainsi que de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, à laquelle renvoie l'article 9 du projet.

II. Les considérants ne concernent que l'article 9 du projet; ils se bornent à annoncer les dispositions contenues dans cet article. Ils sont superflus et devraient être omis.

.../...

Article 7.

En son alinéa 2, l'article 7 assimile à des agents de l'Etat d'un grade déterminé les membres des jurys qui n'ont pas la qualité d'agent de l'Etat.

Le critère employé a l'inconvénient de ne pas être appliqué directement. En effet, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 16 février 1953, l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixe le montant des indemnités pour frais de séjour selon le "groupe" auquel appartient l'échelle de traitement de l'agent. Mais le projet d'arrêté royal portant statut pécuniaire du personnel des Ministères introduit un nouveau mode de désignation des échelles de traitement, et il les répartit par niveaux et par groupes, ce dernier terme acquérant une autre signification (projet faisant l'objet de l'avis L. 8685).

Ce n'est que dans l'attente des arrêtés relatifs aux traitements et aux indemnités que la méthode suivie par le projet peut être admise.

Article 8.

Le projet ne prévoit pas le cas où les membres des jurys feraient usage de moyens de transport personnels

.../...

Article 9.

La loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative distingue, d'une part, les examens linguistiques organisés par le secrétaire permanent au recrutement (article 42, alinéas 1er à 3) et, d'autre part, les examens linguistiques qui ont lieu sous son contrôle (article 20, § 6) ou sous sa présidence (article 42, alinéa 4). Il y a lieu, dans la rédaction de l'article 9, de tenir compte de cette distinction.

Article 10.

Il y a lieu de faire mention à cet article de tous les arrêtés modificatifs. L'arrêté royal du 14 avril 1939 et les arrêtés qui l'ont modifié n'ayant pas été publiés, le Conseil d'Etat ne peut proposer un texte complet.

\+ +

Le projet appelle, en outre, quelques observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte ci-après et qui ne nécessitent pas de commentaire.

.../...

ARRETE ROYAL FIXANT LES ALLOCATIONS ET INDEMNITES ACCORDEES AUX MEMBRES, SECRETAIRES ET AUXILIAIRES DES JURYS DES EPREUVES DE RECRUTEMENT ET DE CARRIERE DES AGENTS DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment les articles 20, § 6, et 42;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 16 mars 1964;

Vu l'arrêté royal du ... relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 15 janvier 1951, 31 juillet 1952, 16 février 1953 et 30 août 1954;

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, modifié par les arrêtés royaux des 31 juillet 1952 et 16 février 1953;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale ;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 25 mai 1964;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les jurys sont dits du niveau 1, 2, 3 ou 4 selon que les épreuves qui doivent être subies devant eux sont organisées en vue du recrutement ou de la promotion à un grade du niveau 1, 2, 3 ou 4.

Article 2.-

Les assesseurs, assesseurs supplémentaires et assesseurs suppléants qui font partie des jurys ont droit, pour les épreuves écrites ou orales, à une allocation de vacation fixée :

a) pour les jurys du niveau 1, à 180 francs par heure de prestation, un minimum de 270 francs étant accordé par demi-jour de séance;
b) pour les jurys du niveau 2, à 120 francs par heure de prestation, un minimum de 180 francs étant accordé par demi-jour de séance;
c) pour les jurys des niveaux 3 et 4, à 80 francs par heure de prestation, un minimum de 120 francs étant accordé par demi-jour de séance.

.../...

Les règles fixant le minimum de l'allocation ne sont pas applicables lorsqu'il s'agit de prestations consacrées hors séance à la cotation de travaux écrits.

Article 3.-

Lorsque la présidence d'un jury est confiée à un secrétaire temporaire ou à un chef de service, ceux-ci ont droit à l'allocation de vacation des assesseurs augmentée de 20 francs par heure de prestation; le montant minimum de l'allocation par demi-jour de séance est augmenté de 30 francs.

Article 4.-

Le montant total de l'allocation de vacation de l'assesseur-conférencier est augmenté de 900 francs ou de 600 francs selon qu'il s'agit d'une épreuve du niveau 1 ou du niveau 2.

Article 5.-

§ 1er. Les secrétaires des jurys ont droit, par heure de séance, à une allocation de 50 francs lorsque la séance a lieu un jour ouvrable et de 70 francs lorsque la séance a lieu un dimanche ou un jour férié.

§ 2. Les auxiliaires des jurys ont droit, par heure de séance, à une allocation de 40 francs lorsque la séance a lieu un jour ouvrable et de 60 francs lorsqu'elle a lieu un dimanche ou un jour férié.

§ 3. Pour l'application du présent article, le samedi est assimilé au dimanche.

Article 6.-

Aucune allocation de vacation n'est accordée au secrétaire permanent ni aux secrétaires permanents adjoints.

Les présidents, assesseurs, secrétaires et auxiliaires des jurys qui sont agents de l'Etat n'ont droit aux allocations que pour les prestations accomplies en dehors des heures de service réglementaires.

Article 7.-

Les présidents, assesseurs, secrétaires et auxiliaires des jurys qui sont astreints à se déplacer en raison de l'exercice de leurs fonctions ont droit au remboursement de leurs frais de séjour conformément à la réglementation applicable aux agents de l'Etat.

Lorsqu'ils ne sont pas agents de l'Etat, les membres des jurys sont assimilés :

a) aux fonctionnaires généraux lorsqu'il s'agit des jurys du niveau 1;
b) aux secrétaires d'administration lorsqu'il s'agit des jurys du niveau 2;
c) aux sous-chefs de bureau lorsqu'il s'agit des jurys du niveau 3 ou 4.

Article 8.-

Les présidents, assesseurs, secrétaires et auxiliaires des jurys reçoivent du secrétariat permanent de recrutement des réquisitoires leur permettant de voyager gratuitement de leur résidence au lieu de l'épreuve.

.../...

Il est délivré aux agents de l'Etat des réquisitoires pour la classe qui leur est attribuée par la réglementation générale en matière de frais de parcours.

Il est délivré des réquisitoires pour des billets de première classe aux personnes qui ne sont pas agents de l'Etat.

... (pour le surplus, voir observation particulière relative à cet article) ...

Article 9.-

Le présent arrêté est applicable aux présidents, assesseurs, secrétaires et auxiliaires des jurys des examens linguistiques imposés par la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative lorsque ces examens sont organisés par le secrétaire permanent au recrutement.

Toutefois, le présent arrêté n'est applicable qu'aux délégués du secrétaire permanent au recrutement lorsque celui-ci est exclusivement chargé de contrôler l'examen linguistique ou de présider le jury.

Article 10.-

L'arrêté royal du 14 avril 1939 fixant le montant des indemnités de vacation et de séjour des membres des jurys d'examens et de concours, ainsi que des secrétaires et des auxiliaires de ces jurys ... (voir observation particulière relative à cet article) ... est abrogé.

... (la suite comme au projet) ...

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp verwijst in het tweede lid van de aanhef naar het koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheden van het Vast Wervingssecretariaat. Bij de redactie van de artikelen is rekening gehouden met de bepalingen van dat besluit, zowel wat de terminologie als wat de regelen inzake samenstelling en werkwijze van de examencommissies betreft.

Tot tweemaal toe is aan de Raad van State een ontwerp-koninklijk besluit voorgelegd met betrekking tot de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel (advies L. 8602 van 27 januari 1964 en advies L. 8898 van 22 juni 1964). Het koninklijk besluit van 20 januari 1939 wordt volgens de artikelen 30 en 31 van dat ontwerp op 1 augustus 1964 opgeheven. Wordt dat ontwerp een koninklijk besluit, dan moet in de aanhef van het onderhavige ontwerp worden verwezen naar het koninklijk besluit betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel, en niet naar het koninklijk besluit van 20 januari 1939.

Bovendien dient de Regering te waken voor de overeenstemming tussen het onderhavige ontwerp en de definitieve tekst van dat besluit.

II. Het ontwerp is voor advies voorgelegd aan de syndicale raad van advies van de Diensten van de Eerste Minister, terwijl nochtans de algemene syndicale raad van advies hier bevoegd is.

.../...

De bijzitters in de examencommissies zullen immers voor een deel Rijksambtenaren uit diverse Ministerie zijn. Luidens artikel 28 van ontwerp L. 8898, worden die Rijksambtenaren als bijzitters aangewezen door "de overheden die bevoegd zijn voor de organisatie van de examens" hun volkomen tijdelijke opdracht als bijzitter is onderscheiden van hun gewoon ambt. Dit neemt niet weg dat de betrokkenen als bijzitter zullen worden gekozen wegens hun hoedanigheid van Rijksambtenaar en wegens het ambt dat zij in de onderscheiden Rijksbesturen uitoefenen. Dit is ook waar voor dienstchefs, die een examencommissie zullen moeten voorzitten. Het is ook zeer goed mogelijk dat als secretarissen of helpers van de examencommissies zullen worden aangewezen Rijksambtenaren die niet tot de Diensten van de Eerste Minister behoren.

Het ontwerp betreft dus de bezoldigingsregeling van het Rijkspersoneel, en heeft betrekking op het personeel van verscheidene ministeries . Krachtens artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 moet het dan ook worden voorgelegd aan de algemene syndicale raad van advies.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Aanhef.

I. In de aanhef zou moeten verwezen naar de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet, alsook naar de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, waarnaar artikel 9 van het ontwerp verwijst.

.../...

II. De consideransen slaan alleen op artikel 9 van het ontwerp. Zij zijn slechts een aankondiging van hetgeen in dat artikel is bepaald en kunnen dan ook als overbodig vervallen.

Artikel 7.

Artikel 7, tweede lid, stelt met Rijksambtenaren van een bepaalde graad gelijk, de leden van de examencommissies die geen Rijksambtenaar zijn.

Het nadeel van die maatstaf is dat hij maar zijdelings wordt toegepast. Zoals artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 maart 1950 door het koninklijk besluit van 16 februari 1953 gewijzigd is, bepaalt het het bedrag van de vergoedingen voor verblijfkosten volgens de "groep" waartoe de weddeschaal van de ambtenaar behoort. Het ontwerp-koninklijk besluit houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries voert echter een nieuwe methode in, waarin de weddeschalen onderverdeeld zijn in niveaus en groepen, en waarin de term "groep" een andere betekenis krijgt (ontwerp waarover advies L. 8685).

Alleen in afwachting van de besluiten betreffende de wedden en vergoedingen kan de methode van het ontwerp worden aangenomen.

Artikel 8.

Het ontwerp voorziet niet in het geval dat de leden van de examencommissies hun persoonlijke vervoermiddelen gebruiken.

.../...

Artikel 9.

De wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken onderscheidt enerzijds de taalexamens die door de vaste wervingssecretaris worden georganiseerd (artikel 42, eerste tot derde lid) en anderzijds de taalexamens die onder zijn toezicht (artikel 20, § 6), of onder zijn voorzitterschap (artikel 42, vierde lid),worden afgenomen. Met dit onderscheid moet in de tekst van artikel 9 rekening worden gehouden.

Artikel 10.

In dit artikel moeten alle wijzigingsbesluiten worden vermeld. Aangezien het koninklijk besluit van 14 april 1939 en de besluiten die het gewijzigd hebben, niet bekendgemaakt zijn, kan de Raad van State geen volledige tekst voorstellen.

\+ +

Over de vorm van het ontwerp zijn nog een aantal niet nader te commentariëren opmerkingen te maken, waarmede in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE TOELAGEN EN VERGOEDINGEN VOOR DE LEDEN, SECRETARISSEN EN HELPERS VAN DE EXAMENCOMMISSIES VAN DE WERVINGS- EN LOOPBAANEXAMENS VAN HET RIJKSPERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, inzonderheid op de artikelen 20, § 6, en 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, onder meer gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964;

Gelet op het koninklijk besluit van ... betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijf kosten toegekend aan het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 januari 1951, 31 juli 1952, 16 februari 1953 en 30 augustus 1954;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 1951 houdende algemene reglementering inzake reiskosten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1952 en 16 februari 1953;

.../...

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 25 mei 1964;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De examencommissies worden examencommissies van niveau 1, 2, 3 of 4 geheten, naargelang de examens die voor hen moeten worden afgelegd, georganiseerd worden met het oog op werving of bevordering in een graad van niveau 1, 2, 3 of 4.

Artikel 2.-

De bijzitters, toegevoegde bijzitters en plaatsvervangende bijzitters die van de examencommissies deel uitmaken, hebben voor de schriftelijke of mondelinge examens recht op een vacatietoelage, bepaald :

a) voor de examencommissies van niveau 1, op 180 frank per uur prestatie, met een minimum van 270 frank per halve dag zitting;

b) voor de examencommissies van niveau 2, op 120 frank per uur prestatie, met een minimum van 180 frank per halve dag zitting;

c) voor de examencommissies van de niveaus 3 en 4, op 80 frank per uur prestatie, met een minimum van 120 frank per halve dag zitting.

.../...

De regelen tot vaststelling van de minimumtoelage gelden niet voor prestaties die buiten de zitting gewijd worden aan het beoordelen van de schriftelijke werken.

Artikel 3.-

Is het voorzitterschap van een examencommissie opgedragen aan een tijdelijk secretaris of aan een dienstchef, dan hebben deze recht op de vacatietoelage voor bijzitters, verhoogd met 20 frank per uur prestatie; het minimumbedrag van de toelage per halve dag zitting wordt met 30 frank verhoogd.

Artikel 4.-

Het totaal bedrag van de vacatietoelage van de bijzitter-voordrachthouder wordt met 900 frank of met 600 frank verhoogd naargelang het gaat om een examen van niveau 1 of van niveau 2.

Artikel 5.-

§ 1. De secretarissen van de examencommissies hebben recht, per uur zitting, op een toelage van 50 frank wanneer de zitting plaatsheeft op een werkdag, en van 70 frank wanneer zij plaatsheeft op een zon- of feestdag.

§ 2. De helpers van de examencommissies hebben recht, per uur zitting, op een toelage van 40 frank wanneer de zitting plaatsheeft op een werkdag, en van 60 frank wanneer zij plaatsheeft op een zon- of feestdag.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel wordt de zaterdag gelijkgesteld met de zondag.

.../...

Artikel 6.-

Geen vacatietoelage wordt verleend aan de vaste wervingssecretaris of aan de adjunct-vaste wervingssecretarissen.

De voorzitters, bijzitters, secretarissen en helpers van de examencommissies, die Rijksambtenaren zijn, hebben alleen recht op toelagen voor prestaties verricht buiten de reglementaire diensturen.

Artikel 7.-

De voorzitters, bijzitters, secretarissen en helpers van de examencommissies, die zich voor het uitoefenen van hun ambt moeten verplaatsen, hebben recht op terugbetaling van hun verblijfkosten overeenkomstig de reglementering die voor het Rijkspersoneel geldt.

Zijn de leden van de examencommissies geen Rijksambtenaar, dan worden zij gelijkgesteld :

a) met opperambtenaren, voor de examencommissies van niveau 1;

b) met bestuurssecretarissen, voor de examencommissies van niveau 2;

c) met onderbureauchefs, voor de examencommissies van niveau 3 of 4.

Artikel 8.-

De voorzitters, bijzitters, secretarissen en helpers van de examencommissies ontvangen van het vast wervingssecretariaat reisorders om zich kosteloos van hun verblijfplaats naar de plaats van het examen te begeven.

.../...

Aan Rijksambtenaren worden reisorders afgegeven van de klasse die hun is toegewezen door de algemene reglementering inzake reiskosten.

Aan niet-Rijksambtenaren worden reisorders afgegeven voor biljetten eerste klasse.

... (voor het overige, zie de bijzondere opmerking bij dit artikel) ...

Artikel 9.-

Dit besluit is van toepassing op de voorzitters, bijzitters, secretarissen en helpers van de examencommissie voor de taalexamens voorgeschreven in de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, als die examens door de vaste wervingssecretaris zijn georganiseerd.

Dit besluit is echter alleen op de gemachtigden van de vaste wervingssecretaris van toepassing, als deze uitsluitend belast is met het toezicht op het taalexamen of met het voorzitterschap van de examencommissie.

Artikel 10.-

Het koninklijk besluit van 14 april 1939 houdende vaststelling van de vacatiegelden en verblijfvergoedingen van de leden der commissies voor de gewone en vergelijkende examens, alsmede van de secretarissen en helpers dezer examencommissies, ... (zie de bijzondere opmerking bij dit artikel) ... wordt opgeheven.

... (voorts zoals in het ontwerp) ...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

J. COYETTE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

Ch. VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.